



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

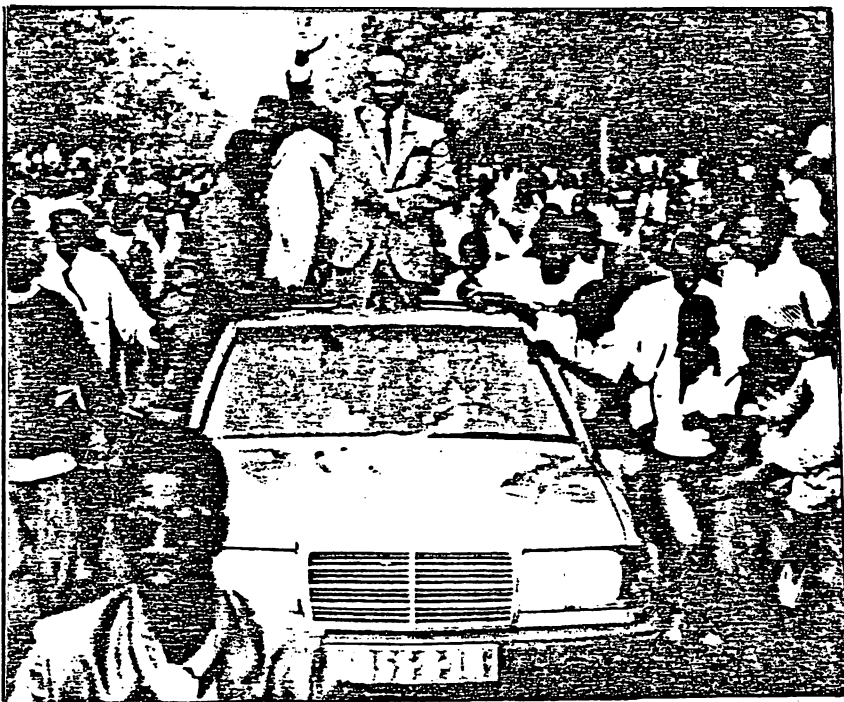
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 2 AVRIL 1989

N° 177

PRIX: 3 FF



SOMMAIRE  
AU  
VERSO

## SENEGAL

### WADE A-T-IL

### UNE SOLUTION

### POUR LE PAYS ?

**SOMMAIRE**

**SENEGAL : WADE A-T-IL UNE SOLUTION POUR LE PAYS ?**

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 4

- Sénégal: un moyen pour détourner l'attention des populations

Page 5

- Immigration: quand un ministre sénégalais visite un foyer

Pages 5 et 7

- A propos d'un débat sur le bilan des indépendances en Afrique

Pages 8 et 9

- Madagascar: la faillite d'une politique

Pages 9 et 10

- La guerre en Erythrée: une blessure inguérissable dans les pieds de la dictature éthiopienne

Page 11

- Hors de Namibie, les troupes colonialistes!

A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli ouvert: 55 F
- Pli fermé 65 F

Etranger:

- Ecrire au journal

A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT. B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

Abdoulaye Wade, après avoir passé sept mois en France, voulait que son retour soit remarqué par tout le monde. Il y a réussi puisque Dakar a connu pendant quelques jours la même ambiance que lors des événements de février-mars 1988 à la suite de la proclamation des résultats électoraux.

Le 14 mars, en effet, le PDS a lancé à la population dakaroise un appel à manifester à l'aéroport de Dakar pour "accueillir" Diouf rentrant d'un voyage à l'étranger. La population était conviée à se rassembler le long de l'avenue Malick Sy, avenue que devait emprunter le cortège présidentiel.

A la veille de l'arrivée de Diouf, les autorités sénégalaises ont interdit la manifestation. Wade lui-même a lancé un appel à ne plus manifester en expliquant que des promesses lui avaient été faites pour la constitution d'un "gouvernement d'union nationale" et la dissolution de l'Assemblée nationale.

Malgré cet appel à ne plus manifester, beaucoup de gens, plus particulièrement des jeunes, se sont tout de même rendus à l'endroit prévu pour la manifestation. Cela s'est terminé par quelques échauffourées avec les forces de l'ordre. Abdoulaye Wade a donc réussi à faire parler de lui. Il a en tout cas réussi à transformer l'accueil triomphal qu'attendait Diouf en manifestation d'hostilité contre son pouvoir.

Dès son retour à Dakar début mars, Wade avait donné le ton en reprenant le refrain qui lui avait valu l'emprisonnement l'année dernière, à savoir: le "président légitime" du Sénégal, c'est lui. Son journal, "Sopi" du 10 mars, annonçait à la une, avec une année de retard, les "Véritables résultats" des élections présidentielles. Abdoulaye Wade, selon les "chiffres officiels" de "Sopi" serait le vainqueur avec 58,20% des suffrages exprimés contre 40,80% à Diouf et 1% pour les deux autres candidats.

Lors d'un meeting à Dakar le 11 mars, Wade n'a pas hésité à'utiliser tous les sujets de mécontentement populaire pour se faire applaudir. Il "soutient" les jeunes en colère ainsi que les enseignants qui font grève pour l'augmentation de leurs salaires. Contre le chômage, la crise économique et la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, il a des "solutions", comme il en a également pour résoudre le problème casamançais. Pour cela, il demande la mise sur pied d'un "gouvernement d'union nationale" c'est-à-dire un gouvernement où il aurait sa place.

Une chose est sûre, c'est qu'Abdoulaye Wade rêve d'être au pouvoir. Mais, quant aux solutions qu'il prétend détenir pour résoudre les problèmes du pays, en vérité, il n'en a aucune. Pas plus que Diouf.

... / ...

La situation que traverse le Sénégal aujourd'hui n'est pas propre à ce pays. Beaucoup de pays, pas seulement de l'Afrique mais aussi d'autres continents où il y a des pays pauvres, traversent la même crise. De la Birmanie en passant par le Venezuela, par l'Algérie ou le Zaïre (pour ne citer que ceux-là), c'est la même colère contre la misère qui explose avec plus ou moins de violence. La liste des pays qui connaîtront de pareilles explosions de colère ne fera que s'allonger car la crise économique qui les frappe depuis plusieurs années aggrave encore plus la condition d'existence des populations pauvres et les amènera tôt ou tard à la révolte.

Les "solutions" que préconise Wade n'ont rien de différent de celles préconisées ailleurs dans d'autres pays de l'Afrique. Le long de ces presque trente années d'indépendance, le continent africain a connu plusieurs sortes de régimes. On a vu à l'oeuvre des pouvoirs civils comme militaires; ceux qui se disent "progressistes", "socialistes", "révolutionnaires" ou bien ceux qui se déclarent ouvertement pro-impérialistes. Ils ont tous démontré leur incapacité à résoudre quoi que ce soit, sauf à réprimer leurs populations et à se remplir les poches par la corruption et l'exploitation.

Pas plus que tous les dirigeants actuels ou passés de l'Afrique, le "libéral" Wade n'a aucune solution pour réaliser ce qu'il dit. Il n'a en réalité rien de différent du "socialiste" Diouf. Seulement il profite de la situation actuelle, de la colère de la population sénégalaise, pour réaliser son vieux rêve d'être au pouvoir.

Les solutions pour résoudre les maux comme la misère, la corruption et l'oppression, aucun chef d'Etat, fût-il le plus radical, ne pourra les apporter. Ce sont-là des problèmes directement liés à l'exploitation capitaliste. La misère et l'exploitation sauvage que vivent les populations des pays pauvres aujourd'hui, ce sont les conséquences de la crise du système capitaliste mondial.

Seuls les travailleurs et l'ensemble des exploités peuvent vraiment résoudre ces questions, mais à condition qu'ils ne remettent pas leur destin entre les mains des politiciens bourgeois comme Wade qui pratiquent la démagogie pour les tromper. Les solutions de ces maux ne se trouvent pas dans les urnes et encore moins dans les urnes truquées par avance de Diouf, mais dans la capacité des exploités à prendre en charge leur propre destinée. Cela nécessite tout d'abord qu'ils s'organisent pour renverser les pouvoirs en place et pour exercer eux-mêmes le pouvoir afin d'organiser la société autrement. Non plus au service d'une minorité de parasites et d'exploiteurs mais au service de la majorité pauvre.

\*

\*

\*

S E N E G A L:

L'AFFAIRE RUSHDIE, UN MOYEN POUR DETOURNER L'ATTENTION DES POPULATIONS.

Le samedi 18 mars, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées à la grande mosquée de Dakar à l'appel du Comité d'organisation des Associations Islamiques du Sénégal pour protester contre Salman Rushdie, l'auteur des "Versets sataniques".

Les cris de "A mort le blasphémateur Salman Rushdie!", "A mort l'apostat!" ont retenti plusieurs fois sous la voûte de la mosquée. Cette manifestation a été présidée par le khalife général des Tidianes, El Hadj Abdoul Aziz Sy en la présence de tout un parterre d'hommes politiques tels Mamadou Dia (le secrétaire général du Mouvement Pour le Socialisme et la Démocratie) et Babacar Niang (secrétaire général du Parti pour la Libération du Peuple).

Le khalife a félicité le gouvernement sénégalais pour avoir interdit le livre de Rushdie sur le territoire sénégalais. Mais, il se trouve que ce n'est pas encore suffisant. Il demande au gouvernement d'aller encore plus loin en interdisant y compris les journaux qui en publient les extraits. Une "résolution finale" est sortie de cette manifestation pour condamner à mort Salman Rushdie. Cette résolution appelle tous les musulmans à s'unir pour lutter contre les "mécréants" et pour défendre les "valeurs universelles de l'islam."

Le petit khomeiny de Dakar voudrait-il lancer une croisade contre les "mécréants" et imposer les cinq prières quotidiennes au Sénégal? En tout cas pour le gouvernement de Diouf, c'est un bon service que lui rend le khalife des Tidianes.

Car pendant que la population montre de plus en plus sa colère longtemps retenue contre la baisse du pouvoir d'achat, pendant que les jeunes et les enseignants luttent pour l'amélioration de leurs conditions d'études et leurs salaires, le khalife, lui, tente de dévier la colère de la population vers un bouc émissaire, Salman Rushdie, qui se trouve à des milliers de km et qui a commis le crime d'écrire un livre.

Cette affaire montre aussi que les politiciens comme Mamadou Dia ou Babacar Niang qui prétendent lutter pour la "démocratie" ou pour la "libération du peuple" font en réalité le contraire de ce qu'ils disent. Ils ne font qu'aider les dirigeants religieux dans leur tentative d'enchaînement de la population sous la bannière de l'Islam.

Tous les musulmans sont loin d'avoir les mêmes intérêts. Il y a, d'un côté, des bourgeois et, de l'autre, l'ensemble des exploités. Diouf est un musulman mais il n'hésite pas à envoyer la police pour charger les manifestants lorsque ceux-ci mettent en cause son pouvoir qui défend les intérêts des privilégiés. C'est cela que le khalife des Tidianes ainsi que l'ensemble des dirigeants religieux veulent faire oublier.

I M M I G R A T I O N :

QUAND UN MINISTRE SENEGALAIS VISITE UN FOYER

Check Cissoko, ministre de l'agriculture du Sénégal est venu au foyer Bellièvre (13e) le mardi 28 mars. Il a tenu à préciser que ce n'était pas en tant qu'homme politique et ministre, mais en tant que "compatriote" qu'il est venu "rendre visite" surtout aux gens du département de Bakel dont il est lui-même originaire. Compatriote ou pas, les Bakélois ont saisi l'occasion pour lui dire ce qu'ils avaient à lui dire:

Comment se fait-il que nos familles, après avoir fait beaucoup de km pour arriver au bureau de poste, ne parviennent pas à toucher les mandats que nous leur envoyons?

Comment se fait-il que nos femmes sont obligées dans certains villages reculés de souffrir 25 à 30 km en charrette pour pouvoir accoucher dans une maternité?

Pourquoi les maternités et les centres de soins existants se dégradent, ne bénéficient pas d'équipement et de personnel compétent en nombre suffisant?

Pourquoi les travailleurs qui partent en congés au pays doivent-ils subir de nombreuses tracasseries douanières et payer de lourdes taxes pour le moindre poste radio-cassettes, pour les pagnes et les vêtements qu'ils apportent à leur famille?

De nombreux travailleurs lui ont fait remarquer que le peu de dispensaires, d'écoles, de maternités, de bureaux de poste qu'il y a dans les villages ne sont pas l'oeuvre du gouvernement, mais de leurs cotisations des caisses de solidarité d'associations villageoises.

Le ministre a eu le culot de leur reprocher de réaliser ce que son gouvernement est incapable de faire. Il a osé affirmer que les villageois le font par "jalousie", par "surenchère" entre tel ou tel village. Par goût de luxe en quelque sorte. Et c'est au nom de cela qu'il justifie l'incapacité de son gouvernement d'envoyer du personnel soignant, des enseignants et du matériel nécessaire à la santé et à l'éducation des populations concernées.

Beaucoup de travailleurs étaient écoeurés par de tels propos et lui ont rappelé que s'il est ministre aujourd'hui c'est parce qu'il a pu bénéficier de l'éducation, que d'ailleurs son père, vétérinaire de son état, faisait partie des gens aisés qui n'ont pas les mêmes problèmes que la majorité des gens.

Bref, la réunion fut houleuse et les travailleurs lui ont dit ses quatre vérités. On est tous des compatriotes, mais parmi les compatriotes il y a une minorité de privilégiés qui vivent sur le dos de la majorité des exploités. Ceux de Bellièvre ont fait comprendre au ministre qu'ils ne sont pas du même bord que lui et qu'ils n'en sont pas dupes.

A PROPOS D'UN DEBAT SUR LE BILAN DES INDEPENDANCES EN AFRIQUE.

Une réunion débat sur le thème "30 ans après l'indépendance, où va l'Afrique?" a eu lieu le jeudi 30 mars à l'université de Saint-Denis, dans la région parisienne.

L'orateur expliquait en quoi les maux dont souffre aujourd'hui l'Afrique: famines, guerres, sous-développement, chute des prix des matières premières, sont les conséquences d'un système capitaliste arrivé à son âge sénile, qui plonge l'humanité entière dans une catastrophe.

Il affirma le rôle historique en tant que classe que le prolétariat pourrait jouer pour mettre fin à cette barbarie et construire une société plus humaine à l'échelle continentale et même mondiale. Il se réclama du marxisme.

Certains étudiants objectèrent. Cela mérite d'être relevé car ces objections reviennent souvent. Les voici:

- Quand on parle de marxisme, de capitalisme etc... ça n'a rien à voir avec l'Afrique, car on a une autre culture.

- Pourquoi aller chercher ailleurs la solution des problèmes africains?

- Le capitalisme est né en Europe, le marxisme aussi. Tout cela appartient à la civilisation judéo-chrétienne. Nous avons une culture différente. Les Africains doivent avoir la capacité de trouver leur propre idéologie.

- L'Afrique a été le berceau de l'humanité et il faut retrouver notre africanité.

Voilà donc quelques-unes des réactions pêle-mêle lors du débat. Pour les gens qui cherchent réellement une solution aux maux dont souffrent les populations africaines, refuser le marxisme en prétextant de l'origine du penseur est une bassesse. Ce n'est pas sa faute si Marx n'a pas écrit le Manifeste Communiste à Abidjan, à une époque où le capitalisme n'existait pas encore en Afrique.

Mais ces intellectuels peuvent tout de même constater que l'Afrique d'aujourd'hui est minée par le capitalisme tout comme l'était l'Europe au 19<sup>e</sup> siècle. On ne peut pas arrêter cette marche et la roue de l'histoire ne peut pas tourner à l'envers. Le capitalisme a apporté l'industrie et peut apporter l'accès à des biens inconnus jusque-là. Il s'agit de mettre le progrès accumulé pendant des décennies ou des siècles, de la traite des esclaves, des travaux forcés sous le colonialisme, et par l'exploitation salariale d'aujourd'hui, au service de tous.

D'ailleurs ces messieurs les étudiants lorsqu'ils rentrent en Afrique pour s'installer comme professeurs, cadres ou hauts fonctionnaires, ne crachent pas sur les logements luxueux, avec air conditionné, sur les voitures personnelles et tous les produits industriels provenant des quatre coins du globe. L'économie marchande a pénétré les villages les plus reculés. Elle a détruit les rapports économiques du passé. L'Afrique produit aujourd'hui pour le marché économique mondial.

Tel ou tel pays d'Afrique est spécialisé dans telle production qu'il ne consomme pas ou peu lui-même. D'énormes mégapoles telles que Dakar, Abidjan, Lagos ou Prétoria ont modifié le paysage social de l'Afrique antérieure avec introduction des maux nouveaux: chômage, prostitution, alcoolisme, drogue etc... Ce sont des manifestations abjectes du capitalisme tout comme l'ont été la traite des esclaves ou le pillage colonial direct.

L'impérialisme, qui est une création du capitalisme, est une pieuvre qui étrangle tous les pays. A sa façon, il a unifié la planète. Aujourd'hui une partie des profits sont concédés à des profiteurs locaux. Mais là où sévit le venin de la pieuvre s'est développé également son antidote: le prolétariat, qui sera son fossoyeur de demain.

Les marxistes font partie des gens qui ne veulent pas tirer l'Afrique en arrière. Ceux qui parlent de revenir à l'Afrique d'hier ou de créer une théorie spécifiquement africaine sont des gens qui consciemment ou inconsciemment veulent détourner les travailleurs de leur rôle spécifique et historique dans le processus de transformation de la société.

Seuls les travailleurs soutenus par l'ensemble de la population pauvre des villes et des campagnes peuvent détruire le système capitaliste. Il faut pour cela qu'ils puissent s'organiser de manière indépendante. Les révolutionnaires de 1917 en Russie ont créé la république des soviets qui pouvait se former partout et pas seulement dans ce pays économiquement retardataire et le moins développé de l'Europe. De telles bases existent en Afrique. Le capitalisme peut lâcher par "son maillon le plus faible".

Rejetons les vieilles idées nationalistes ou africanistes qui obscurcissent la conscience des prolétaires et qui les divisent. Il n'y a pas de "spécificité", mais simplement de développement inégal et combiné.

### UNE AGRESSION CRIMINELLE A BAGNEUX.

Une femme sénégalaise a été agressée le samedi 18 mars près de son domicile, en revenant du travail. Un individu a tiré un coup de feu sur elle. Elle a été blessée à la main. Elle a quinze jours d'arrêt de travail.

La police, appelée par un voisin, est venue tardivement ainsi que l'ambulance de la ville. La femme a été emmenée à l'hôpital de Bicêtre. Et là aussi, elle a subi un mépris inadmissible du service d'urgence.

Le médecin n'a même pas pris la peine de la consulter normalement. Il lui a simplement livré un arrêt de travail. La femme, ne parlant pas français, n'a pas pu s'expliquer et elle est retournée chez elle sans être soignée convenablement. Trois jours après, son médecin personnel a extrait de sa main blessée des morceaux de plomb.

Le lundi matin, elle est partie au commissariat de police accompagnée d'autres personnes pour porter plainte. Mais, elle a eu toutes les peines du monde pour que la police accepte d'enregistrer la plainte. On a même entendu un inspecteur de police dire tout bonnement qu'en France tout le monde a le droit d'avoir un fusil.

Cela est vrai, mais en aucune manière, un fusil ne doit être utilisé pour tirer sur un passant. En tout cas, la victime et ses accompagnateurs ont vigoureusement protesté, car ils ont compris le sens du propos moqueur du policier.

De toutes les manières, la famille de la victime et d'autres personnes ont décidé de lutter pour que toute la vérité soit faite sur cette affaire. Des voisins ont constitué un comité de soutien. Ils ont sorti un tract pour dénoncer cette agression criminelle.

MADAGASCAR: LA FAILLITE D'UNE POLITIQUE.

Comme il était prévisible, Ratsiraka est sorti vainqueur des urnes. Il aurait, selon les chiffres officiels, gagné les élections présidentielles avec 60% des suffrages. Les trois autres candidats font près de 20% pour Manandafy, 15% pour Gérôme Marojama et 3% pour Monja Jaona.

Les trois candidats qui se sont présentés contre Ratsiraka ne sont, à vrai dire, pas ses adversaires politiques. Ils ont plus ou moins appuyé sa politique et participé (et pour certains, ils participent encore) plus ou moins à son régime. Manandafy, le dirigeant du MFM (Mouvement pour le Pouvoir prolétarien) est toujours membre du CSR (Conseil suprême de la Révolution) où il détient le poste de conseiller économique. A ce titre, il bénéficie d'une villa avec téléphone, électricité et voiture à la charge de l'Etat. Il reproche à Ratsiraka de ne pas être assez libéral et de mettre encore des obstacles à l'initiative privée. Il est pour la libéralisation de l'économie et pour l'entrée massive des capitaux internationaux à Madagascar.

Marojama est aussi membre du CSR et bénéficie des mêmes largesses que Manandafy. Il est le représentant des PME malgaches et réclame plus de liberté pour le patronat. Monja Joana, le leader de Monima (qui avait rassemblé 20% des voix en 1982, étant le seul candidat face à Ratsiraka) a lui aussi été membre du CSR avant de démissionner. Il a axé sa campagne sur le prix du riz et des denrées alimentaires. Ce qu'il reproche au gouvernement, c'est que la libéralisation de l'économie ne se fasse pas au profit des malgaches mais des "bourgeois étrangers".

Le voilà donc Ratsiraka drapé d'une nouvelle "légitimité". Peu avant les élections il avait déclaré que désormais la presse ne serait plus censurée à Madagascar. Il avait même autorisé la création d'un comité de surveillance pour le déroulement des élections. Les partis de l'opposition ont demandé l'annulation des élections dans une quinzaine de Fivondrona (équivalent de préfecture) sur près de 120 que compte le pays.

Visiblement, et depuis quelques années, Ratsiraka fait le beau pour plaire aux banques internationales pour qu'elles lui viennent au secours en lui accordant des crédits. Depuis des années, il fait des appels du pied à l'impérialisme français pour que celui-ci le réintègre dans la "zone franc" qu'il avait quittée après son arrivée au pouvoir. Finie, l'époque où le slogan préféré de Ratsiraka était: "Madagasicara tsy miandihalika" (Madagascar ne s'agenouille pas.)

Aujourd'hui les dirigeants du FMI montrent Ratsiraka comme le modèle à suivre pour tous les pays africains. Il a réussi en quelques années à réduire davantage le pouvoir d'achat de la population, à diminuer le nombre des fonctionnaires. Les finances de l'Etat malgache sont, paraît-il, saines maintenant. Le FMI a accordé de nouveaux crédits tout en rééchelonnant ses dettes. La "libéralisation" demandée par le FMI est en cours. Les banques nationalisées en 1975 ainsi que les sociétés d'import-export et les entreprises nationalisées redeviennent mixtes ou sont carrément cédées à des privés. Ratsiraka a mis fin au contrôle des prix, à la fixation de ceux-ci par l'Etat en rétablissant le libre commerce.

L'écrasante majorité du peuple malgache a payé et continue à payer le fardeau de cette politique. La politique de la santé a été complètement laissée à l'abandon. Rien qu'en une seule année, en 1988, le paludisme aurait tué plus de 300.000 personnes dans l'île. La malnutrition gagne du terrain. La vie est devenue tellement chère que les salaires des travailleurs (pour ceux qui ont la chance d'en avoir un) ne suffisent même pas à assurer le simple achat de la nourriture. Le salaire mensuel minimum, équivalent à 4000 FCFA, est aujourd'hui l'un des plus bas du monde. Les campagnes continuent de se dépeupler et les bidonvilles, notamment autour d'Antananarivo, croissent à un rythme effreiné.



Plusieurs fois, en l'espace de quelques années, la capitale et d'autres grandes villes du pays ont connu des révoltes de la faim. Il ne suffit pas de grand-chose (un simple accident au cours d'un match de football par exemple) pour que cela se dégénère en émeutes. Le régime de Ratsiraka a montré que sa politique est une faillite. Et pourtant, pour beaucoup, notamment dans le milieu africain, ce régime est un modèle. Ratsiraka savait se faire remarquer à l'extérieur en faisant de grands discours tonitruants (comme Khadafi, son ami) contre l'impérialisme.

Le résultat de sa politique, c'est que le pays n'a pas fait un pas de plus de le sens de l'amélioration de la vie de la population. La dictature de Ratsiraka n'est pas plus tendre que celle de Tsiranana (le premier dictateur installé par la France après l'indépendance). Même si plusieurs partis politiques ont le droit d'exister à Madagascar, la condition de leur existence est qu'ils adhèrent au "Front de la Défense de la Révolution".

Aujourd'hui Ratsiraka se prépare à accueillir le pape qui viendra faire une tournée dans peu de temps. Ce sera peut-être un ballon d'oxygène pour son régime, car pendant quelque temps la ferveur chrétienne contribuera à détourner le mécontentement de la population. Mais, ce ne sera qu'un répit tout à fait provisoire, car la voyage papal comme le discours sur le "redémarrage économique" ou la mascarade électorale ne peuvent pas mettre fin à la misère et répondre aux attentes de la population pauvre.

#### LA GUERRE EN ERYTHREE:

##### UNE BLESSURE INGUERISSABLE DANS LES PIEDS DE LA DICTATURE ETHIOPIENNE.

Ces dernières semaines, l'armée éthiopienne aurait perdu des dizaines de milliers d'hommes en Erythrée. Selon la presse occidentale, cinquante mille. Le gouvernement de Mengistu n'arrive pas à mettre au pas la résistance et la volonté du peuple érythréen de lutter pour son indépendance. Loin de là, il est en train de subir l'offensive lancée depuis quelques mois auparavant.

Pourtant, l'armée d'Addis Abéba est considérée comme l'une des plus fortes d'Afrique. Et maintenant, d'après certains observateurs, c'est une véritable déroute. Une garnison entière de cette armée qui campait à Makalé, dans le Tigrée, région frontalière de l'Erythrée, aurait refusé de combattre. Le gouvernement ne contrôle plus depuis longtemps le territoire érythréen en entier, à l'exception de quelques villes comme Asmara, la capitale de l'Erythrée, Keren, Massawa, et Assab. Les deux premières villes sont ravitaillées par avion.

Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), la principale organisation nationaliste, contrôle tout le territoire. Cela fait plus de vingt cinq ans que des organisations indépendantistes dont le FPLE sont entrées en rébellion contre le gouvernement central de l'Ethiopie. De fait, depuis des années l'Erythrée veut se détacher de l'Ethiopie et avoir son indépendance.

Le FPLE a réussi à mobiliser la population érythréenne pour son indépendance. Il a créé un tel rapport de force qu'il est devenu le représentant d'un futur Etat de l'Erythrée "libre". Et c'est là que s'arrête son objectif. Quant au sort de la population pauvre de l'Erythrée, il n'y a pas à en douter, il ne sera pas différent de celui des autres pays de l'Afrique.

L'Erythrée sera peut-être, si le FPLE réussit à atteindre son objectif, un pays avec un Etat indépendant, mais qui ne sera ni plus libre, ni plus indépendant que les autres pays de l'Afrique. Il y aura certes un fauteuil de plus au siège de l'ONU, de l'OUA et d'organisations internationales. Il y aura à sa tête un pouvoir qui aura réussi à s'y hisser grâce à l'appui et à la mobilisation populaires, mais ce ne sera pas moins un pouvoir bourgeois qui agira contre les pauvres.

Et de toute façon la volonté de lutte du peuple érythréen a, dans le passé, affaibli le pouvoir du roi Haïlé Sélassié et a provoqué sa chute il y a quinze ans. Les militaires qui ont pris la place du roi ne font pas mieux. D'autant plus que depuis la chute du roi, une autre région de l'Ethiopie, le Tigré, est entrée en rébellion.

Le Tigré est une région frontalière avec l'Erythrée. Il existe même une organisation, le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), qui lutte pour l'autonomie de cette région. Maintenant les deux organisations nationalistes ont fait cause commune pour lancer l'offensive contre le dictateur d'Addis Abéba.

Il est certain que l'appui soviétique a fortement aidé la dictature militaire non seulement à renforcer son pouvoir contre le peuple éthiopien dans son ensemble, mais aussi l'oppression qu'elle fait subir au peuple érythréen. Menguistu ne se contente pas de l'aide soviétique, il essaie de mener cette répression contre l'Erythrée, et maintenant contre le Tigré en tentant de mobiliser la population.

Depuis un certain temps, des jeunes sont obligés d'accomplir une espèce de service militaire. En fait, ces jeunes sont enrôlés de force dans l'armée pour aller combattre en Erythrée. Tout refus est considéré comme une trahison à l'"appel de la mère patrie". Ceux qui sont évidemment les plus touchés, ce sont les jeunes de la population pauvre, parce qu'on enrôle en priorité les jeunes qui ne travaillent pas ou qui ne sont pas inscrits dans un établissement scolaire ou universitaire.

Ce ne sont pas uniquement les jeunes qui sont victimes de cette politique des militaires éthiopiens, c'est l'ensemble de la population. Une grande partie de l'économie et des finances de l'Etat est consacrée à la guerre. La situation ne fait que s'aggraver pour le petit peuple. C'est un régime de terreur. Les comités de quartier qui avaient surgi lors de la crise politique et de la chute d'Haïlé Sélassié, se sont transformés maintenant en une sorte de police de quartier pour contrôler la population et faire taire les récalcitrants.

Tous ces problèmes liés à un état de guerre permanent aggravent les conditions de vie déjà dures des populations. Ce sont ces mêmes causes qui ont provoqué la chute de l'empire le plus vieux du monde, qui affaiblissent le pouvoir des militaires et risquent de provoquer la chute de Menguistu.

HORS DE NAMIBIE, LES TROUPES COLONIALISTES!

A l'heure où nous écrivons, nous apprenons par la presse que des affrontements ont eu lieu en Namibie près de la frontière angolaise entre les guérilleros de la SWAPO et l'armée namibienne, soutenue, encadrée et dirigée par l'Afrique du Sud.

Ces affrontements auraient déjà fait au moins 140 morts dans les rangs de la SWAPO. Les hélicoptères sud-africains ont directement pris part au massacre et cela, avec la complicité des "casques bleus" des Nations Unies. Et c'est même pire que cela, car M. Antisaari, le représentant spécial de l'ONU sur le terrain a lui-même fait officiellement appel à l'armée et aux blindés sud-africains pour "maintenir l'ordre" en Namibie.

On s'aperçoit que toute cette armada ne s'est jamais repliée à l'intérieur des frontières sud-africaines, comme le monde occidental, l'ONU et l'Afrique du Sud essayaient de le faire croire à l'opinion publique mondiale. Par contre, tout ce beau monde pousse des cris scandalisés contre des combattants de la SWAPO réfugiés jusque-là en Angola, qui auraient lancé "un sérieux défi aux accords de paix et à l'autorité de l'ONU" en revenant dans leur propre pays.

L'ONU est un organisme financé et mis en place par les grands de ce monde, principalement l'impérialisme américain. C'est un outil entièrement au service de leur politique. Par exemple, il y a seulement quelques années, les forces de la FINUL (casques bleus) ont contribué à désarmer les combattants palestiniens de Beyrouth et ont permis à l'armée israélienne de les déloger des camps des réfugiés.

L'impérialisme américain veut démontrer aux peuples de la région que c'est lui qui décide du régime à mettre en place en Namibie. Pour cela, il est prêt à laisser massacrer toute force qui s'y oppose, en l'occurrence la SWAPO, même si celle-ci ne remet pas fondamentalement en cause ses intérêts.

Mais en faisant cela, l'impérialisme et ses forces supplétives se dévoilent de plus en plus aux yeux des populations comme des ennemis à abattre.

\*

\*

\*

\*

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.